

nucléaires doivent respecter le calendrier des réductions des armes nucléaires convenu avec les États-Unis. L'Ukraine, le Bélarus et le Kazakhstan doivent poursuivre le transfert de ces armes, qui est une des conditions de nos relations diplomatiques.

Toute tergiversation qui viserait à faire pression sur la Russie, ou qui tiendrait à des politiques de grandeur, mettrait à l'épreuve la bonne volonté que nous avons montrée en reconnaissant la légitimité de ces pays. Bien entendu, la Russie a besoin de latitude pour régler ses problèmes bilatéraux, mais nous n'apprécions nullement l'idée qu'il puisse encore y avoir d'autres armes nucléaires.

Pour le Canada, la prolifération de ces armes est le premier problème qui se pose pour la sécurité du monde, problème dramatiquement accentué par les leçons de nos découvertes en Iraq. Il ne s'agit pas pour nous d'une question à prendre à la légère et nous n'admettrons pas que de nouveaux États possédant des armes nucléaires siègent parmi nos nouveaux partenaires de la CSCE et du CCAN.

Nous prendrons des mesures pour réduire le risque de prolifération des armes nucléaires à d'autres États. Ainsi, la création de centres internationaux des sciences et des techniques à Moscou et à Kiev permettra de diminuer la «fuite des cerveaux nucléaires». Nous aiderons aussi les pays à élaborer des régimes de contrôle des exportations afin de limiter les risques de prolifération accidentelle.

La sécurité des réacteurs nucléaires à usage civil nous inquiète constamment et cette inquiétude s'est accrue avec l'accident de Tchernobyl. L'Énergie atomique du Canada Limitée (EACL) et Ontario Hydro travaillent d'arrache-pied en ce moment pour trouver un moyen de mettre à profit les compétences du Canada pour renforcer la sécurité des réacteurs en Lituanie et en Russie et pour améliorer la gestion des déchets nucléaires.

Sur le plan multilatéral, le G-7 travaille sur un certain nombre de mesures communes, tandis que, par le biais de l'Agence internationale de l'énergie atomique des Nations Unies, nous essayons de limiter les risques et d'augmenter les avantages d'une énergie nucléaire produite en toute sécurité.

Ces problèmes de prolifération et de sécurité sont d'une importance primordiale pour le Canada. Nous y consacrons des compétences techniques et des convictions politiques accumulées depuis près d'un demi siècle. Ils figureront au premier plan des efforts que nous allons déployer à l'échelle internationale, à l'OTAN et au CCAN à Oslo en juin, au Sommet du G-7 à Munich en juillet et, tout de suite après, au Sommet de la CSCE à Helsinki.